XIVme Année. — N° 365. PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 23 Août 1913.

LE RÉVEIL

COMMUNISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 3.— ; Six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 5.— ; Six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Antimilitarisme et Anarchisme

La façon dont le nationalisme suisse pose la question militariste est des plus adroites et ne manque pas, apparemment du moins, d'une certaine logique.

— La neutralité de notre pays sans doute est garantie par des traités, mais une douloureuse expérience a appris à d'autres peuples que leur valeur est nulle. Notre bon droit, s'il n'était appuyé en même temps par une force armée, serait illusoire, à la merci de toute grande puissance qui envahirait la Suisse.

Avant d'aller plus loin, une première constatation s'impose. La raison d'être de tous les Etats et de tous les gouvernements, avec police, magistrature, lois, fonctionnaires, armée et le reste, est de maintenir l'ordre, soit d'assurer à chacun ce qui lui est dû en toute justice. Faisons abstraction de toute conception socialiste et plaçons-nous au point de vue bourgeois. Eh bien, comment ne pas comprendre que le premier aveu de tous nos « gens de l'ordre », c'est que leur régime, bien loin d'assurer à chacun la paisible jouissance de ses biens, nous expose continuellement à être ecrasés par un plus fort ? Et cela, non seulement en tant qu'individus, mais même et surtout comme collectivités. Plus encore. Lors même que des pactes solennels, qui auraient une valeur indéniable entre privés, stipulent un droit quelconque, ce droit n'a par contre aucune valeur entre les Etats, ne connaissant pas de morale. Ce n'est pas nous, anarchistes, qui l'affirmons, mais nos propres gouvernants, qui tout en proclamant leurs bonnes intentions et leur honnêteté particulière, affirment ne pouvoir se fier aux gouvernants d'autres pays. Il en résulte qu'entre eux, nos dirigeants se considèrent comme de parfaites canailles, opinion à laquelle ils ne nous font pas moins un crime de souscrire.

Retenons donc que l'Etat ne saurait avoir la moindre notion de morale et qu'il ne reconnaît d'autre droit que celui pouvant s'appuyer sur des milliers de baïonnettes. Non seulement il légitimera, mais il se glorifiera de tout crime commis à l'égard d'un plus faible. Une diplomatie, qui ne saurait profiter des circonstances pour obtenir des avantages même les moins justifiés, serait jugée inepte. Ainsi les actes qui déshonorent de simples privés, constituent par contre les plus hauts faits des gouvernements de chaque pays.

Mais suivons le raisonnement de nos militaristes suisses.

— Certes, personne ne nous accusera de vouloir la guerre. Ce serait absurde. Nous n'avons pas la moindre revendication territoriale, ni aucune ambition coloniale à faire valoir. La sincérité de nos sentiments pacifiques ne saurait donc être suspectée d'aucune façon. Mais si malgré nous la guerre éclatait, il nous faut une armée pour empêcher nos puissants voisins de venir se battre sur notre territoire. Nos frontières étant gardées par plus de 300.000 hommes, les belligérants hésiteront à les franchir, tandis que le contraire se produirait fatalement si elles restaient entièrement ouvertes. Il en résulte que notre armée est bien une armée purement défensive, dont le but n'est pas de faire la guerre, mais d'empêcher précisément que la Suisse en devienne le théâtre.

Nous ne saurions accepter ce raisonnement, bien qu'il ne soit pas entièrement faux. Tout d'abord, l'existence d'une seule armée admise, du même coup celles de tous les pays du monde peuvent se justifier pleinement. Et l'on devient alors des militaristes plus ou moins enthousiastes, croyant à la nécessité sinon à la beauté des armées, mais toujours des militaristes. Et que reste-t-il ensuite de notre idéalisme internationaliste, socialiste et anarchique ? Rien ou presque rien, en tout cas quelque chose qui compterait beaucoup moins que les chefs d'arme et l'état major de *notre* armée !

D'autre part, quel internationalisme de pacotille serait le nôtre, si en présence de ce fait monstrueux : la guerre, nous nous préoccupions uniquement des régions où les batailles pourraient se livrer, nous contentant de dire : Allez vous égorger ailleurs !

— Ne redoutez-vous donc pas de devenir Prussien ?

Voilà une objection faite surtout par ceux-là mêmes qui ont tout mis en œuvre pour créer chez nous un régime le plus rapprochant possible du régime prussien. Mais à quoi peuvent bien rimer l'indépendance et la liberté, surtout avec le caractère illusoire qui leur est donné par le système économique bourgeois, en les subordonnant éternellement au fait d'accepter l'esclavage militaire, l'esclavage le plus complet auquel puisse être soumis l'individu ? En effet, le soldat est moins libre que l'homme enfermé dans une prison. Le premier est tenu d'exécuter des ordres que l'on ne songerait même pas à donner au second. L'Etat ne se reconnaît pas encore le droit de faire tuer un détenu qui n'ait été régulièrement condamné à mort, tandis qu'il dispose sans aucune restriction de la vie de ses soldats.

Serons-nous donc enfermés éternellement dans cette contradiction : pour rester libres, il faut devenir soldats, c'est-à-dire esclaves ?

Il est évident qu'il en sera précisément ainsi aussi longtemps que le principe *étatiste* triomphera sur le principe *anarchiste*. Notre abstentionnisme électoral, notre négation du parlementarisme, qui paraît, en somme, n'avoir qu'une valeur très relative, en a, en réalité, une très grande. Et la bourgeoisie ne s'est pas trompée en faisant de l'idée anarchique un délit. Elle sait que l'acceptation de l'Etat conduit fatalement à l'acceptation de toutes ses institutions et en tout premier lieu de l'armée. *Le socialisme soi-disant révolutionnaire ne vote contre le budget militaire qu'à titre de protestation, mais sans en contester nullement l'utilité pour un chiffre plus ou moins élevé de millions.* Un député socialiste ne proposera jamais la suppression de l'armée, ni même l'abandon d'une colonie quelconque, tout en prétendant ne vouloir admettre qu'une armée *défensive*... de nouvelles conquêtes.

Qui dit Etat dit militarisme et l'électeur ne saurait logiquement se refuser d'être soldat. Par son vote, il adhère à un ensemble d'institutions qui ne peuvent se passer d'une armée. La grève militaire ne sera donc que la conséquence logique de la grève électorale.

Voilà pourquoi l'anarchisme a eu l'honneur d'une législation spéciale dans toute l'Europe. Les idées les plus avancées sont admises à condition de vouloir les légaliser et en faire des revendications parlementaires. Mais l'homme qui n'attend plus rien de la loi et du législateur devient un dangereux réfractaire, un coupable révolté. Pour *passive* que soit encore notre opposition à la forme polltique bourgeoise, elle en est la *négation*, tandis que les plus *actives* campagnes électorales sont basées sur *l'adhésion* pleine et entière à tout le régime existant. Même en un jour d'émeute, le peuple ne sera pas à craindre s'il continue à tourner ses regards vers le palais législatif ou vers l'hôtel de ville, où il ne pourra que faire recommencer la même besogne accomplie dans le passé.

L'antimilitarisme se manifeste et se propage aujourd'hui rapidement dans les masses, mais il demeure impuissant, car le plus souvent il ne représente qu'une opposition à ses *charges*, mais nullement aux *principes* qui font sa raison d'être. Et alors il se débat presque toujours dans les pires contradictions, empêchant cette vision nette et générale d'une situation, qui seule pourrait favoriser un mouvement révolutionnaire proprement dit.

Quelle que soit la façon employée pour combattre le militarisme, nous ne pouvons que nous en réjouir, mais l'esprit anarchique seulement pourra rendre cette lutte féconde. L'antimilitarisme électoral ne continuera à nous donner que l'augmentation des budgets militaires. L. B.

Sur la crise du Syndicalisme

Depuis le premier numéro du *Réveil* (voici 14 ans pleins), nous avons constamment travaillé pour le développement du mouvement ouvrier organisé sur le terrain économique, en dehors du centralisme ; en un mot, le syndicalisme révolutionnaire et fédéraliste, par ses origines, sa doctrine, ses moyens de lutte, nous semblait devoir s'acheminer vers des fins anarchistes tout simplement.

Personnellement — peut-être parce que placé en dehors des luttes intestines qui peuvent surgir entre ouvriers de tendances différentes — j'ai toujours fait ressortir ici, avec insistance, ce qu'avait de valeur rénovatrice le syndicalisme par son but même : la gestion de la production par les producteurs eux-mêmes. Certes, je n'ai jamais été et ne suis point encore un syndicaliste tiède. Je sens bien, comme tous les anarchistes-communistes, que la révolution ne sera effective, décisive, que par un changement total dans les conditions du travail ; que c'est par la liberté à l'atelier, au chantier, à l'usine, au champ, que les travailleurs vivront une vie nouvelle et transformeront la civilisation. Nous défendons avec fierté et ardeur ce point de vue.

Nous sommes donc bien placés pour dire ce que nous pensons du syndicalisme officiel et orthodoxe — car cela existe, hélas ! Les gardiens de ce syndicalisme-là sont devenus féroces pour ceux qui — quoique syndicalistes convaincus — n'admettent pas béatement les conceptions des fonctionnaires de la C. G. T. et de son bulletin officieux *La Vie Ouvrière*. Pour avoir fait quelques critiques sur la mentalité de pas mal de permanents — d'après des faits réels — je me suis fait accuser de crétinisme anarchiste. Fallait-il avoir touché juste ! Notre camarade Pierrot, des *Temps Nouveaux*, pour quelques commentaires du réformisme indéniable des dernières résolutions confédérales, se voit insulté de belle façon par le principal artisan de ce réformisme. Avec une mauvaise foi effrayante pour un homme qui se pique d'être documenté et de faire de la besogne honnête, Merrheim assimile entre autres les anarchistes communistes aux « théoriciens qui aboutissent, par exception, à faire des Bonnot et des Garnier et en général à conduire tant d'énergies, de jeunes gens, dans les maisons centrales ou dans les bagnes. » Faut-il que ce fonctionnaire et tous ses amis se soient sentis atteints par les observations des camarades !

La question est grave. Et ces messieurs, qui prétendent parler seuls au nom du mouvement ouvrier, devraient bien penser que pas plus au *Réveil* et aux *Temps Nouveaux*, que dans tous les milieux communistes-anarchistes, nous ne faisons des critiques du syndicalisme de gaîté de cœur, pour dénigrer ou nous amuser. Nous aimerions tous infiniment mieux faire partie d'un mouvement ouvrier révolutionnaire réel, sérieux, enthousiaste ; nous le dirions alors avec plaisir pour encourager les indécis, faire partager notre confiance aux indifférents. Nous en serions heureux. Mais si le mouvement, qui avait pourtant l'air d'être un moment réel, sérieux, enthousiaste, s'embourbe, s'il dérive vers le corporatisme étroit et institue une nouvelle bureaucratie toujours plus autoritaire et centralisée, faut-il admirer quand même et marcher aveuglément ?

Tout ce que le syndicalisme avait de fort, il le devait aux anarchistes : prépondérance des questions économiques, idéalisme révolutionnaire, action directe. Ses premiers hommes mêmes, sans remonter aux inspirateurs de l'anarchisme ouvrier (Owen, Proudhon, Bakounine), étaient presque tous des anarchistes avérés. Alors, quoi ? Nous qui sommes toujours restés dans les rangs des ouvriers, tout en travaillant, nous n'aurions plus le droit de parler du mouvement ouvrier ? L'intolérance des doctrinaires du syndicalisme — Monatte, Merrheim, Jouhaux, Guillaume, etc. — nous fait sourire.

Et c'est parce que, malgré ses mauvais bergers, nous croyons profondément dans l'avenir fécond d'un mouvement ouvrier organisé — organisé sur le terrain économique, fédéraliste et révolutionnaire — que nous continuerons à en parler, à y travailler, à rester dans le rang.

* * *

Tous les deux ans, les organisations ouvrières françaises se réunissent en congrès. Ces réunions prennent plusieurs jours et malheureusement la plupart des « ouvriers ouvrant » ne peuvent s'absenter si longtemps de chez leur patron. Et quoique le nombre des délégués, salariés véritables, qui se rendent aux congrès soit encore assez grand, il est certain que les congressistes sont trop nombreux qui ne connaissent plus de la vie d'atelier que ce qu'on vient leur en dire dans leur bureau de permanents. Néanmoins, les congrès de la C. G. T. réussissent à discuter de questions importantes concernant la vie économique, les luttes à mener contre le capitalisme, l'orientation sociale du mouvement, les campagnes à entreprendre. Restent naturellement quantité de questions qui ne peuvent pas être liquidées. De sorte que, dans l'intervalle, la C. G. T. organise des conférences des Bourses du Travail et des Fédérations de métiers. Il semble que là il y ait une proportion plus forte encore de fonctionnaires ouvriers et qu'on n'y fasse guère qu'une besogne administrative.

C'est une de ces conférences qui vient d'avoir lieu à Paris. Elle a soulevé, par ses résolutions, des discussions passionnées, et il y a de quoi, car on a pu y apercevoir plus d'un symptôme alarmant au sujet de l'avenir du syndicalisme. Ce n'est pas qu'il y ait rien là de bien nouveau, non, mais les équivoques tombent, la situation se fait nette.

A propos de l'organisation des Unions départementales, pour y faire rentrer les Bourses locales sans diminuer le rôle de celles-ci, on a pu entendre le secrétaire confédéral tenir les propos suivants :

« Les Fédérations nationales sont dans la nécessité de centraliser. Il faut faire contrepoids à cette tendance en lui opposant la décentralisation par les Unions ».

A quoi le délégué politicien Luquet répond, avec une certaine franchise, reconnaissons-le :

« Ne nous payons pas de mots. Le contrepoids dont tu parles est une erreur d'optique. Les Unions départementales constituent une centralisation par rapport aux Unions locales. »

Et Jouhaux de le reconnaître implicitement, malgré ce qu'il venait de dire :

« Mais cette centralisation, si elle existe, n'est n'est pas la même chose que la centralisation corporative des Fédérations ».

Suffit, hein ? C'est assez clair. Les syndicalistes français se targuaient de se différencier des corporatistes allemands par les principes d'autonomie, par l'esprit de liberté des groupes adhérant à la C. G. T. Et Jouhaux lui-même l'écrivait dans ses brochures. Tout ça est oublié. On avoue sans autre (*Bataille Syndicaliste* du 15 juillet 1913) qu'on centralise par les Fédérations de métier, qu'on centralise par les Unions départementales. Dont acte.

* * *

Mais il y a pire. A propos de la propagande à faire contre l'institution du service de trois ans, un vif débat surgit. Un délégué de la Fédération du Tonneau, Marchand, se permet de parler de grève générale à organiser pour le cas où la classe de soldats de 1911 ne serait pas libérée en septembre. Ah ! le beau chahut que ce mot de grève générale souleva, c'est rien de le dire (*Bataille Syndicaliste*, 16 juillet). Que les organisations ouvrières ne soient pas assez fortes pour la pratiquer efficacement, il n'y a pas de honte à cela. Et on peut le reconnaître franchement. Si les travailleurs sentaient leurs forces, si celles-ci étaient capables de se déclancher contre la bourgeoisie, c'en serait fait. Nous serions en pleine révolution. Certes, des événements peuvent venir qui rendent active la force potentielle de la classe ouvrière. Mais enfin il y a des périodes d'affaiblissement ou qui paraissent telles à certains. Que ces derniers le disent, nous ne leur en ferons pas de reproche. Tout le monde n'est pas de tempérament combatif et certains manquent d'optimisme. Mais que des syndicalistes qui se déclarent révolutionnaires pouffent de rire quand un camarade parle de grève générale, voilà qui est dégoûtant et profondément attristant. Nos politiciens suisses eux-mêmes n'ont pas ce mépris pour nos idées. Ils nous combattent sans merci, haineusement, mais se rire d'une idée belle, d'une aspiration sincère, cela ils n'ont pas encore osé le faire en face de nous. Les syndicalistes à la Merrheim n'ont pas ces scrupules intellectuels. Ils traitent la proposition de grève générale de « ridicule », au lieu de reconnaître que leurs organisations ne sont plus capables d'y croire et d'y marcher.

C'est d'ailleurs le même permanent de la Fédération des métaux qui déclare, toujours à la même conférence, que « ce qui l'effraie c'est que l'action sociale de la C. G. T. submerge l'action corporative » ; c'est Merrheim encore, qui a l'air d'être le grand porte-parole des fonctionnaires ouvriers, écrivant que « la C. G. T. va orienter sa propagande et ses luttes vers un effort sérieux, profond, d'organisation et de recrutement » (*B. S.* du 30 juillet). Ainsi, que le syndicalisme revienne au simple corporatisme et que les syndiqués soient nombreux ! Tout est là. Plus besoin de tenter une action sociale et d'être révolutionnaire. Les organisations ouvrières allemandes, voilà l'idéal à réaliser : être nombreux et s'en tenir aux revendications corporatives. Pur syndicalisme réformiste que Merrheim et compagnie persistent à appeler révolutionnaire. Allons, avouez donc ce que vous êtes ! Ayez ce courage, puisque vos idées vous paraissent bonnes ! Ce qui est inadmissible, c'est que vous vous fassiez prendre pour ce que vous n'êtes pas ; c'est que vous persistiez à vous présenter comme des révolutionnaires, alors que vous n'êtes que de pâles réformistes ! Continuer cette équivoque-là, deviendrait de l'hypocrisie et rien d'autre !

* * *

Mais voilà Monatte qui vient à la rescousse dans la dernière *Vie Ouvrière*, revue syndicaliste bi-mensuelle. Monatte qui connaît les anarchistes, puisqu'il en a été, écrit ceci :

« Le syndicalisme a deux écueils à éviter : la politique et l'insurrectionnalisme. » En quoi il a parfaitement raison. Mais pourquoi ajouter que « les anarchistes trouvent bon de ramasser les vieux pétards abandonnés par la *Guerre Sociale* », c'est-à-dire l'insurrectionnalisme. Où a-t-il vu que nous ayions jamais coupé dans la blague blanquiste de la prise d'assaut des hôtels de ville et de l'établissement d'une dictature révolutionnaire ? Si quelques jeunes gens, en particulier la plupart des syndicalistes, se sont laissés entraîner un instant par Hervé, les groupements et les organes anarchistes ont-ils marché ? Nous nous flattons même, ici au *Réveil*, d'avoir dépisté l'équipe de la *Guerre Sociale* des années avant les gens des groupes syndicalistes. Allons, Monatte a voulu passer sa colère sur quelqu'un, et nous avons toujours eu le dos si large. Il y a autre chose de plus significatif dans la *Vie Ouvrière*. C'est quand elle dit que « la révolution est au bout de notre effort d'organisation corporative internationale. Il n'y aura une vraie situation révolutionnaire que lorsque nous aurons mis sur pied de fortes organisations économiques chez nous et redressé en Europe la vieille Internationale. »

Ah ! non, camarades ! C'est bougrement insuffisant. Nos pires fonctionnaires corporatistes et politiciens, les Viret, Graber, ne font pas autre chose que de tenir ce même discours : Organisez, organisez ! Et ils groupent des cotisants qui n'ont aucune idée en tête, qui ne sentent pas le besoin de préparer la révolte, qui n'ont encore dans leur organisation qu'un vague mutualisme. A quoi tout ça peut-il bien rimer ? « Les paysans et ouvriers français, nous disait Griffuelhes, sont organisés au nombre de deux millions, c'est-à-dire aussi bien qu'en Allemagne, et ils font la même besogne dans leurs organisations que la plupart des syndiqués allemands dans les leurs. Seulement, en France, ça s'appelle des mutualités. » Les mutualités remplissent les conditions demandées par les militants syndicalistes. C'est de l'organisation. Et si l'on fait des mutualités par métiers, ce qui existe déjà en nombre de cas, Merrheim, Monatte seront satisfaits.

Oui, la crise du syndicalisme est patente. Et si les ouvriers se laissent entraîner à se gausser de la grève générale, s'ils acceptent, sans réagir fortement, la centralisation de leurs groupements, s'ils se contentent de l'action corporative, s'ils ne visent qu'à s'organiser, alors le syndicalisme sera bien malade.

Je viens de montrer par des textes précis que ces points ressortent de l'activité des fonctionnaires de la C. G. T. Cet exposé m'a été pénible à faire. Mais il serait absolument déplorable de ne pas regarder les situations en face et de ne pas crier aux travailleurs :

Entre la politique et l'insurrectionnalisme, le syndicalisme a deux autres écueils à éviter : le fonctionnarisme et la centralisation. C'est par les fonctionnaires centralistes que les ouvriers sont entraînés, de l'aveu de Jouhaux, vers la centralisation ; de l'aveu de Merrheim vers le corporatisme ; de l'aveu de Monatte vers l'organisation pour l'organisation. C'est à force d'avoir des fonctionnaires qui règlent tout pour eux, c'est à force de centralisation qui ne laisse plus d'initiative aux unités constituantes qu'on est arrivé, dans les congrès de la C. G. T., à rire comme de petites folles de l'idée de grève générale.

Qu'on vienne devant les anarchistes soutenir les fonctionnaires et la centralisation, et l'on trouvera à qui parler.

J. W.

BIBLIOGRAPHIE

Philémon, vieux de la vieille[1]. — En fermant le livre que nous a donné Descaves, je me demandais s'il intéresserait vraiment les lecteurs qui n'ont pas vécu quelque peu l'époque dont il nous parle et connu de près ou à distance la proscription, de juin 1871 à l'amnistie générale de 1880. Mes craintes étaient vaines, heureusement. J'ai rencontré depuis de jeunes camarades qui m'ont rassuré à ce sujet. Il faut dire que le livre est vivant, les personnages étant pris sur le vif pour la plupart, et que leurs faits et gestes, leurs tics même, rappellent des personnages que nous côtoyons chaque jour, tant il est vrai qu'une certaine habitude de pensée, de préoccupations constantes, crée des types caractéristiques et semblables.

Philémon — vieux de la vieille de l'armée révolutionnaire — a vécu à Genève, et c'est sa vie de proscrit et de survivant de la Commune qui nous est racontée. Philémon et Baucis — une femme vaillante, tirée elle aussi à plusieurs exemplaires — ont bravement supporté l'exil, si pénible soit-il, même pour des internationalistes français. Il est vrai que, travailleur manuel, Colomès, c'est son nom, a pu échapper à la dépression morale que cause le désœuvrement. Il se fait une certaine gloire de travailler de ses mains et d'avoir conservé une indépendance d'esprit quasi complète en n'ayant rien à demander à personne.

C'est, en somme, la proscription à Genève qui nous est contée. Mais toutes les proscriptions ne sont-elles pas identiques ? Ce qui s'est passé ici s'est passé ailleurs, à quelques faits près, car pour tous les proscrits les conditions étaient les mêmes et ils apportaient avec eux — surtout les Parisiens — un tel regret de mouvement, de vie absente, d'habitudes journalières, que cela expliquerait déjà, sans chercher ailleurs, leur manque d'aptitude à se mêler, à se confondre dans la population avec laquelle ils vivront jusqu'à l'amnistie ; à acquérir d'autres habitudes qui leur auraient rendu l'exil moins pénible.

Pouvait-il en être autrement ? Difficilement, du moins pour ceux qui avaient joué un rôle actif dans l'insurrection et qui avaient traversé l'épouvantement de la semaine sanglante. Ce sont des choses qui ne s'oublient pas, qui ne peuvent s'oublier et qui créent, sans qu'on s'en aperçoive, une sorte de sentiment religieux. Se confondre, ce serait rechercher l'oubli, renier ses morts, et le gouvernement, en faisant fonctionner ses tribunaux pendant deux ans encore, en condamnant toujours, empêchait l'apaisement de se faire et l'oubli de tomber peu à peu sur les acteurs de ces événements tragiques.

Deux faits dominent le livre : les querelles intestines de la proscription et le mépris hautain de Colomès pour les intellectuels. Le premier s'explique par la divergence même des idées. La Commune ne fut pas un mouvement économi-

[1] *Philémon, vieux de la vieille*, par Lucien Descaves. Fr. 3,50. Librairie Ollendorf, Paris.

que. La crainte du désarmement avait fait naître la *Fédération de la garde républicaine*, tant était grande l'anxiété d'une restauration monarchique. Le courant républicain dépassa en influence active celui de l'Internationale, sans jamais se confondre. Cela explique le mélange d'idées imprégnant la proscription, et l'on ne saurait admettre que l'exil pût tout à coup faire taire les préférences et couler les esprits dans un moule unique. L'on se jetait les fautes commises à la tête, d'autant plus que l'amnistie, attendue et toujours reculée, entretenait la fièvre et ravivait les blessures. Puis la méfiance, justifiée en quelque sorte par les provocations des agents du gouvernement, finissait par fausser les intelligences, par troubler les têtes les plus solides. On voyait des mouchards partout et les accusations allaient leur train, colportées sous le manteau de la cheminée. On tenait cela de l'Empire et la République ne mettait aucun scrupule à user des mêmes moyens pour paralyser des adversaires qui n'en étaient déjà plus que par le souvenir, du moins pour la plupart des proscrits. Quelle chimère de croire qu'il en pût être autrement!

Quant au mépris de Colomès pour tout ce qui n'était pas travailleur manuel, il s'explique par des raisons pratiques. D'abord, parce que la plupart de ces fameux intellectuels comptèrent trop souvent sur les manuels pour les faire vivre ou les aider à vivre. Je tiens cela de proscrits dont il est parlé dans le livre.

La discipline alors recevait quelques accrocs et les grands chefs se montraient condescendants pour ces braves simples soldats qui se faisaient un devoir d'adoucir les misères sans regarder aux mains. Dans l'Internationale, les ouvriers sentaient aussi combien les querelles entre dirigeants étaient vaines et qu'à côté de la question principe il y avait surtout la question individus. La fatigue devait faire le reste et tuer la grande association.

Colomès a un jour une grande joie, celle d'aller à un congrès de la Fédération jurassienne. Il se retrempe avec de vrais ouvriers et il croit, après beaucoup d'autres, à un milieu et à un mouvement dépassant de beaucoup les cadres de la réalité. Le cœur souvent trompe les yeux et nous fait voir les choses hors de proportion avec l'ambiance qui pouvait les rendre possibles!

Il y a dans *Philémon* de beaux types et ce sont pour la plupart des travailleurs. Sans doute, l'auteur en a créé d'imaginaires et il leur prête trop souvent ses propres idées. On aura de la peine à reconnaître un anarchiste dans ce Malavaux fils, contradictoire et désabusé — à son âge! — qui, trouvant que les anciens n'ont pas assez fait, croit qu'il n'y a plus maintenant qu'à attendre. Attendre quoi? Les œuvres du syndicalisme de la C. G. T. rejoignant celles du réformisme parlementaire, sans doute. Merci du cadeau, quoique, après tout, les désillusions qui en naîtront pourraient devenir stimulant d'activité révolutionnaire.

Philémon, abstraction faite de certaines idées trop personnelles pour représenter une opinion cataloguée, est à recommander. C'est le dernier tableau de la tragédie, et non le moins émouvant, celui où les derniers survivants de la lutte revivent le passé et voudraient que le présent fut imprégné des mêmes espoirs et des mêmes ferveurs. Hélas! la caravane passe... G. H.

ICI ET LA

La police

Il est heureux que cette misérable institution passe, au moins à Paris, par quelques mauvais moments. Nous avions à peine noté ici, dans le dernier numéro du *Réveil*, le scandale de la police bernoise livrant à des héritiers avides et étrangers une citoyenne suisse et malade, au mépris de la plus simple légalité même, nous montrions à peine l'inutilité de cette engeance comme moyen de défense du public, ainsi que les crimes récents de Zurich l'ont prouvé — que les policiers de Paris illustraient férocement notre thèse.

Dans le Ve arrondissement, et c'est le correspondant ultra-bourgeois de la *Gazette de Lausanne*, M. Frédéric Clément, qui l'avoue, toute une bande d'agents mettait le quartier en coupe réglée. Par exemple, « deux individus sont arrêtés, conduits au poste, et fouillés, sous l'inculpation d'avoir pris un porte-monnaie à un ivrogne. L'agent Gaillard trouve, ou prétend trouver dans la poche de l'un d'entre eux deux porte-monnaies. L'inculpé soutient qu'il n'en a jamais eu qu'un, et que si on en a trouvé un second dans sa poche, c'est qu'on vient de l'y mettre. Naturellement, les tribunaux ne prennent pas au sérieux une explication aussi saugrenue, et le malheureux est condamné, dans toutes les règles, à treize mois de prison et cinq ans d'interdiction de séjour. Il paraît aujourd'hui avéré qu'il n'y a jamais eu ni porte-monnaie volé à un ivrogne, ni même d'ivrogne ayant eu un porte-monnaie, dans les circonstance de temps et de lieu relatées par l'agent sous la foi du serment — ni voleur, ni volé, ni vol .» Et quantité d'autres faits à l'avenant, compliqués en outre de chantage, les plaintes étant parfois retirées contre une somme d'argent.

Mais, elle va bien la police qui protège le public! Ce qu'il y a de grave, c'est que devant les tribunaux, les témoignages des agents ont une valeur absolue. Ces canailles sont assermentées et ce qu'ils disent prévaut contre toute autre assertion. Anatole France a admirablement fait ressortir la psychologie de cette situation angoissante dans ce petit chef-d'œuvre : *Crainquebille*. Et il a mille fois raison.

J'ai pu juger par moi-même, sur le vif, la valeur des rapports policiers. En 1907, à la porte de la Maison du Peuple de Lausanne, où notre camarade Bertoni devait causer sur l'histoire de la classe ouvrière, nous étions deux ou trois militants à voir entrer le public. Survient un mouchard auquel l'un de nous déclare qu'il ne pourra pas entrer. Le mouchard répond : « C'est bien », et sans insister il s'en retourne en soulevant même poliment son chapeau. J'avais à peine entrevu la scène qui n'avait pas duré dix secondes. Quel ne fut pas notre étonnement, à un camarade et à moi, de nous voir citer quelques jours plus tard chez le juge d'instruction pour atteinte grave à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions. On nous lit là un rapport interminable, de la plus haute fantaisie, d'un grotesque achevé. Le mouchard racontait entre autres que s'étant approché de la Maison du Peuple, il avait aperçu une trentaine d'anarchistes qui semblaient attendre. Et sur l'ordre du Docteur W. qui cria : « Le voilà! », les trente anarchistes se précipitèrent sur lui, pleins de fureurs vengeresses. Ce n'est qu'à une fuite rapide que lui, pauvre agent de l'autorité, dut d'avoir la vie sauve.

S'il suffit d'écrire de pareils romans quand il n'y a rien pour légitimer simplement sa fonction, se rendre intéressant, ramasser des primes, obtenir de l'avancement, on peut bien croire que les côtes-en-long qui composent les corps de police n'y manquent pas.

La police est l'un des plus graves dangers qui guettent l'humanité. Peste véritable faisant plus de victimes que la peste bubonique qui ravage l'Asie.

Ses juges

Voilà encore une catégorie d'individus dont le rôle est de faire du mal. Et ce n'est pas nous qui le disons. Ce sont les propres collègues de classe des juges, les gens de même extraction. Dans la *Revue des Hôpitaux*, d'août 1913, nous pouvons lire ceci :

« Oui, le juge est inamovible, infaillible, tout puissant et irresponsable! Il peut accoucher sans forceps (il fait cela en général très facilement...) de la sentence la plus inique, la plus absurde, la plus blessante, il peut dans son genre commettre un crime en miniature, un sabotage, car enfin le mauvais juge sabote, et personne n'a le droit de lui en demander compte ou raison. On a supprimé devant les plus lourdes responsabilités, la responsabilité elle-même.

« Qu'il soit ivre, maniaque ou gâteux, aveugle même, j'en connais, le juge, jusque soixante-dix ans, aux limites de la décrépitude prononce, tranche, ruine, déshonore, insulte, vissé sur son siège, tout puissant et irresponsable :

« On fait un juge de paix avec n'importe quoi et un juge ou un président avec une licence en droit, c'est-à-dire de quoi permettre des licences avec le droit.

« Tout cela est unique, colossal, mais c'est ainsi. »

Qu'ajouter à cette claire définition d'un fonctionnaire qui jette la souffrance autour de lui, par essence, comme un enfant jette de petits cailloux autour de lui? Il faut avoir un rude estomac pour être juge, c'est certain, ne rien sentir, ne rien comprendre, être une brute, car ne faut-il pas avoir toute honte bue pour s'infiltrer dans l'intimité des gens, pour les sonder, les harceler, jeter la consternatton dans les familles, punir automatiquement et croire que cette accumulation de souffrances nouvelles peut racheter ou empêcher d'autres souffrances!

Il n'y a dans toute la vindicte publique appelée justice que des licences avec le droit. B. T

Deux expulsions

Nous avons à signaler deux nouvelles expulsions pour faits de propagande.

C'est d'abord le camarade Ausonio Zuliani qui, dénoncé par un abject mouchard, s'est vu expulsé pour avoir polygraphé et distribué des prospectus rappelant la mort du roi Humbert et ses causes. Il s'était aussi occupé activement, à Wädenswil, du boycott d'une fabrique de tissus de laine exploitant on ne peut plus durement les ouvriers. La Fédération du textile, après avoir approuvé d'abord ce boycott, l'a néanmoins désavoué plus tard à la suite de l'entrevue de l'un de ses permanents avec le patron en cause, bien que celui-ci n'ait jamais fait la moindre concession. Nos bons centralistes se sont même hâtés de fournir des jaunes. Il est vrai que c'est ordinairement ainsi que nos grandes fédérations d'industrie affirment leur puissance *contre* les ouvriers. N'insistons donc pas.

Le camarade Masserotti, à son tour, a été expulsé pour sa participation à la grève des maçons d'il y a deux ans, à Zurich. Il eut le grand tort de se rappeler au souvenir de nos autorités par quelques conférences syndicalistes, dont l'une dernièrement à Grenchen, au moment de la grève des ouvriers du tunnel du Grenchenberg.

Dans un cas comme dans l'autre, après l'arrestation, une enquête sommaire fut faite uniquement sur les rapports et les dépositions des policiers, que nos camarades n'ont pu discuter. Puis, sans aucune forme de procès, sans un jugement proprement dit, sans un débat public, la peine très grave de l'expulsion perpétuelle a été prononcée. Et même dans les journaux les plus *avancés*, nous n'avons trouvé un mot de protestation.

Nos bons légalitaires suisses devraient pourtant se dire que la loi étant égale pour tous, de tels procédés, appliqués d'abord aux étrangers, pourraient l'être plus tard aux citoyens aussi, qui n'auraient plus de raison de protester.

Nous nous garderons bien de faire appel à de hauts sentiments de solidarité, sachant très bien ne pouvoir être compris, mais enfin, si la réaction ne trouve vraiment pas de résistance, elle pourrait s'étendre même à ceux qui n'ont de socialiste que le nom. S'il est des bourgeois qui savent très bien distinguer, il en est aussi qui ne distinguent rien du tout et pourraient mettre tout socialiste dans le même sac que les anarchistes, en dépit de toutes les protestations. Il serait peut-être temps, pour les Suisses, d'élever la voix, afin de ne pas être atteints eux-mêmes...

Chronique genevoise

L'Etat tutélaire. — Il y a beau temps que l'Etat est passé dans nos cerveaux paresseux à l'état de fétiche. Nous ressemblons, malgré tout notre orgueil de « civilisés », à ces primitifs demandant à quelques grossiers morceaux de bois ou de pierre, rappelant vaguement des formes humaines, des pouvoirs surnaturels de protection, de sécurité, de bonheur futur qu'ils ne sauraient posséder. Si ces fétiches rappelaient trop notre humanité, leur pouvoir sans doute n'aurait plus opéré ou du moins la confiance en eux aurait diminué et l'on n'y croirait bientôt plus. De vagues humanités, promues par la bêtise ambiante, aux titres de conseillers de ville, d'Etat, d'inspecteurs hygiéniques ou à mille autres fonctions, deviennent, par le simple fait de les avoir tirées de leur néant bourgeois, des êtres supérieurs, devant avoir le don d'ubiquité, et celui d'échapper à toutes les faiblesses de notre commune nature.

Notre paresse s'accommode très bien de cette tromperie. Plus besoin de penser par nous-mêmes, plus besoin d'agir, plus besoin de prévoir. Nous avons, pour ces opérations diverses, des préposés auxquels nous nous en remettons entièrement. Si le miracle n'a pas opéré, si les dieux de pierre ou de bois sont restés sourds aux prières des croyants, si les préposés à notre sécurité se sont laissés distraire, s'ils n'ont pas tout prévu, si leur imprévoyance a causé quelque catastrophe, malheur aux dieux et malheur à tous ceux que nous mettons au-dessus de nous

et sur lesquels nous comptons en toutes choses.

Nous les invectivons, nous les faisons descendre du piédestal sur lequel notre indécrottable crédulité les avait haut placés... et nous recommençons ce travail de Sisyphe qui consiste à dresser de nouveaux autels aux dieux et à nos gouvernants, petits et grands.

Nous l'avons vu pour la catastrophe du Rhône où trois malheureuses laveuses ont péri. Que l'imprévoyance de nos maîtres soit grande, nul ne l'ignore, mais pourquoi agir comme si nous croyions toujours en eux? Pourquoi attendre sur les yeux d'autrui, intéressés souvent à demeurer clos, au lieu de voir par nous-mêmes et d'agir en conséquence? Pourquoi? Parce que nous avons toujours le fétichisme de l'Etat et de ses fonctionnaires. Nous récriminons contre les personnes sans nous attaquer au système. Que nous fait la prison — quelques heures de prison — pour un ingénieur hygiéniste calé dans son fauteuil et horripilé d'en sortir? Est-ce que, demain, d'autres fonctionnaires ne répéteront pas les mêmes fautes, les mêmes errements; ne laisseront-ils pas sonner l'heure de nouvelles responsabilités par inertie découlant tout naturellement de la fonction même, l'hygiène bureaucratique consistant surtout à ne pas se faire personnellement de mauvais sang. Il semble que tout a été dit quand un juge d'instruction a décerné un mandat d'amener contre les négligents. Notre sentiment de la justice est vraiment satisfait à bon compte. Il y en a même qui vont jusqu'à donner immédiatement, dans leur dangereuse manie d'élever les individus, un certificat de civisme, d'indépendance au juge qui instrumente. La poudre aux yeux n'a jamais guéri les ophtalmies! Mais jusqu'à quand les gens se laisseront-ils aveugler par les éternelles simagrées des gouvernants, intéressés à sauver les apparences avant tout?

Au lieu d'attendre tout des fonctionnaires, même ces conditions de sécurité dont on peut soi-même contrôler l'insuffisance, ne conviendrait-il pas d'exiger nous-mêmes, nous qui souffrons de cette insuffisance jusqu'à la mort inclusivement, des conditions d'hygiène que tous les inspecteurs du monde, même les mieux intentionnés, ne pourront obtenir si nous montrons toujours la plus entière indifférence pour tout ce qui concerne notre santé, notre vie! Ah! les bourgeois tiennent davantage à leur peau que cela. Elle est haut cotée, parce qu'ils la font valoir en toute occasion; elle est même mise en valeur par toutes sortes d'assurances; elle représente un chiffre, un tant pour cent, comme toutes les œuvres bourgeoises. Les ignobles mufles du journalisme genevois vantaient en termes élogieux les paroles insensées d'une malheureuse laveuse interrogée, victime elle aussi de l'insouciance et de l'incompétence notoire de nos gouvernants, déclarant que les gabarres pourries dans lesquelles elles travaillaient, elle et ses compagnes de misère, étaient ce qui convenait à leur humilité. « C'est bien assez bon pour nous. » Pauvre femme! c'est avec des propos de cette nature qu'on incite à toutes les turpitudes et à l'écrasement des faibles. Mais rien n'est assez bon pour le travailleur qui produit le luxe dont s'entoure la classe riche et qui est privé lui-même du strict nécessaire souvent. Vous donnez raison à ces insulteurs du peuple qui s'en vont disant que les ouvriers peuvent et doivent se contenter de trois pots de soupe par jour. Si vous prononcez toujours des paroles de résignation et d'humilité, les riches, vos exploiteurs en tous genres, se sentiront forts pour vous fouailler de leurs insultes et de leurs sarcasmes. Il faut redresser la tête au lieu de la courber toujours; il faut regarder les maîtres dans les yeux si vous voulez qu'ils vous respectent; il faut montrer les dents si vous ne voulez pas être toujours des victimes complaisantes.

Soyez des hommes et non des choses. Refusez-vous à travailler dans de mauvaises conditions. Protestez contre tout ce qui est attentatoire à votre dignité et de votre propre vouloir vous écarterez de votre chemin les catastrophes que l'Etat tutélaire et ses employés sans vergogne sèment sous vos pas.

* * *

Les corbeaux. — Ah! ils n'ont pas attendu longtemps pour s'abattre sur les cadavres de ces malheureuses femmes victimes du propriétaire et de l'Etat. Ils se sont jetés sur cette pâture imprévue et peinent à en tirer un profit électoral. Chaque parti défend ses hommes et accuse les adversaires. C'est un double jeu. Il s'agit de préparer les voies aux victoires électorales. « Dau-bons sur les fonctionnaires responsables... s'ils appartiennent à l'adversaire; défendons-les si ce sont des nôtres. » Tout est là : Accuser ou absoudre en vue d'un bénéfice électoral. Ceux qui ne sont pas pourvus de mèches en rapport avec la valeur numérique de leur parti poussent à la roue, car en éliminant les titulaires actuels des places, on espère bien en tirer avantage et, qui sait, peut-être se hisser jusqu'à la bonne sinécure : celle où l'on ne fait rien pour gagner beaucoup. Vous ne me croiriez pas si je vous disais que le parti socialiste dans son ensemble est dans cette troisième catégorie de larrons; c'est cependant vrai. Fusionnés, agglomérés, séparés, tous agglutinés en vue du profit possible, marchent comme un seul homme tant l'intérêt personnel, dans certains cas, est ce qui divise le moins. Oui, mais après!

* * *

On demande des inspecteurs. — Nous venons de constater la mortelle insouciance des fonctionnaires préposés à notre sécurité. Vous pensez qu'en bonne logique, le mieux serait de supprimer des fonctions consistant surtout à toucher des appointements respectables et sans valeur aucune pour nous autres mortels. Vous vous trompez étrangement. Une nouvelle catastrophe vient s'ajouter à la première. Un mortier éclatant dans une fête de nuit a, de ses éclats dispersés, décapité véritablement une jeune fille qui se trouvait à 89 mètres de là. Ici encore, l'insouciance bureaucratique se montre dans toute sa beauté. Un tube d'acier de 25 cm. de diamètre et de 5 mm. d'épaisseur seulement, enfoui pour un tiers de sa longueur dans la terre, servait à obtenir de fortes détonations. Ce tube était entouré de cordes, ce qui indique déjà qu'on n'était pas sûr de sa résistance et qu'on se contentait d'une garantie bien insuffisante, semble-t-il. Il semblerait aussi que la police, si zélée à dresser des contraventions au moindre petit marchand ambulant, eût dû se préoccuper des conditions d'installation de ce festival pyrotechnique. Si vous croyez! Elle a bien d'autres préoccupations, la police : surveiller les chantiers, protéger les patrons, expulser les ouvriers étrangers qui ne veulent pas se laisser gruger par les exploiteurs confédérés et bien d'autres services dont les travailleurs sont généralement la cause et définitivement les victimes.

Eh bien, constatant l'incompétence et l'incapacité absolues de nos services de salubrité et de surveillance vous pensez raisonnablement que le meilleur remède serait encore de nous garantir nous-mêmes dans la mesure du possible et de bien admettre une fois pour toutes que tous ces prétendus services n'en rendant aucun, il y a lieu, étant mieux averti, d'en revenir à une prudence d'instinct que la croyance en l'Etat a fini par émousser.

Encore une fois ce serait raisonnable si nous tirions des résultats certains de la pratique de nos propres sens, en dehors des règlements absurdes et des ordonnances de police causes et effets d'accidents journaliers. Erreur, répondent les huluberlus de la presse : Multipliez les règlements et nommez de nouveaux fonctionnaires pour les appliquer et d'autres encore pour en surveiller l'application. Voilà le raisonnement des journalistes genevois. Comme s'il en manquait des inspecteurs qui n'inspectent rien. Comme si nous ne venions pas de voir, par la catastrophe du Rhône, leur nuisibilité par l'insouciance qu'ils sèment, parmi les administrés, par la trompeuse sécurité qu'ils donnent à la foule. Après avoir eu un ingénieur hygiéniste nous aurons un hygiéniste pyrotechnicien infatué de sa fonction et tout aussi inapte à nous protéger que ses congénères dont nous constatons aujourd'hui la culpabilité. Allons, encore des règlements, encore des inspecteurs, encore des fonctionnaires nous liant pieds et poings. C'est alors que nous aurons de nouvelles victimes à déplorer, de nouveaux désastres à enregistrer. Ah! si nous nous décrassions de la manie de l'autorité et des règlements, si nous faisions un peu l'apprentissage de notre propre initiative, ce serait deux grands périls évités : la bureaucratie envahissante et la tutelle impuissante de l'Etat, sans compter leurs désastreuses conséquences.

G. H.

Notes en marge

Socialistes et cléricaux

L'évêque Bonomelli, de Crémone, a fondé une grande association confessionnelle pour les émigrants italiens dans les pays d'Europe. Sous prétexte de conseils et d'aide aux ouvriers, des secrétariats ont été ainsi institués dans les centres d'émigration les plus importants. Ces secrétariats, dirigés le plus souvent par des prêtres, ont plus d'une fois servi au recrutement de jaunes au cours des grèves. D'autre part, le dit évêque est connu pour son adhésion à la guerre en Tripolitaine et une propagande nationaliste et religieuse tout à la fois.

Aussi, les ouvriers italiens, en apprenant que le dimanche 27 juillet dernier, *Monsignor* Bonomelli viendrait à Arbon et que l'élément clérical préparait une manifestation en son honneur, songèrent à organiser une contre-manifestation qui réussit très bien et obligea même jaunes et prêtres à changer d'itinéraire.

Mais cela a fort déplu... Devinez à qui? A l'organe socialiste de la localité, la *Thurgauische Arbeiter Zeitung*, qui exhale sa mauvaise humeur dans ces quelques lignes :

Dimanche dernier, la Société catholique italienne inaugurait son drapeau avec le concours de l'évêque Bonomelli de Crémone. Il parait que ce personnage n'est pas sympathique aux éléments anarchisants, qui affirmaient entre autres, que Bonomelli avait sa part de responsabilité dans la guerre italo-turque. Une contre-manifestation fut décidée et il avait même été prévu une rencontre, qui aurait *des suites à l'italienne*. Vingt policiers empêchèrent ce scandale et nous tenons à ajouter que *le parti ouvrier d'Arbon est resté entièrement étranger à ce fait*. Une proposition avait été faite au Comité des Métallurgistes de prendre part à la contre-manifestation projetée, mais *cette proposition a été raisonnablement rejetée*.

Bah! ces socialistes suisses sont peut-être logiques! Leur méthode d'organisation, leur but même est en tout pareil à celui des prêtres, dont ils prennent assez naturellement la défense.

Qu'importe si la situation d'Arbon et de toute la région environnante, où l'Eglise est on ne peut plus puissante pour le plus grand mal du monde ouvrier, serait de nature à justifier pas une mais cent manifestations pareilles? Les intérêts électoraux conseillent probablement une lâche neutralité, que dis-je? une sainte alliance même! Un tel spectacle ne serait d'ailleurs nullement nouveau. N'insistons pas.

Ca continue...

Le patriotisme suisse paraît décidément être à la baisse. Et il n'est pas difficile de prévoir une banqueroute prochaine pour ceux qui s'obstinent à spéculer au contraire sur sa hausse. Voici ce que nous avons encore lu la semaine dernière dans les quotidiens :

Le tribunal de la 6e division a condamné à deux mois de prison, pour manquements répétés à ses devoirs militaires, le soldat Hermann Raas, de Berg (Thurgovie).

Le nombre des *dégoûtés* augmente. Et la prison ne pourra sans doute pas leur donner l'amour du service militaire; tout au plus l'accepteront-ils comme le moindre des deux maux. Mais la révolte ne peut tarder indéfiniment contre quelque chose qui est jugé un mal. Espérons donc voir bientôt les *dégoûtés* se changer en révoltés.

ŒUVRES DE KROPOTKINE

La Conquête du Pain. — Autour d'une Vie. — L'Entr'aide. — La Grande Révolution. — La Science Moderne et l'Anarchie. — Champs, Usines et Ateliers.

Chaque volume, 2 fr. 50. En vente au *Réveil*.

Le Groupe du Réveil va publier, pour les premiers jours de septembre, l'édition italienne du dernier ouvrage de Kropotkine : LA SCIENCE MODERNE ET L'ANARCHIE. C'est une nouvelle dépense d'environ 3000 francs qui grèvera lourdement le bilan du journal. Les camarades en retard dans leurs paiements sont donc priés de se mettre en règle le plus vite possible.

Souscription pour l'Ecole Ferrer de Lausanne

Como. — O. A.	5 fr.
Paris.— Rietmann, 1. Ballot, 1. Maulant, 1. Albenque, 1.50. Brédaz, 3.	7.50
Total....	12.50

Imprimerie spéciale du Réveil.